



AUSTRALIE

# L'Australie peine à réformer son économie



© ISTOCKPHOTO

**L'année 2016 avait commencé avec beaucoup, voire trop, d'espoirs de changements économiques. Le sentiment pour 2017 est moins optimiste.**

Par Didier Guérin, CCE, Media Convergence Asia-Pacifique et Christophe Bories

**L'**année 2016 devait être celle de la transition vers un nouveau modèle économique plus innovant et équilibré. Avec la baisse des cours, les exportations massives de matières premières ne pouvaient plus être la seule base de la croissance. En effet, même si

l'Australie demeure le premier exportateur mondial de minerai de fer et de charbon, la forte baisse des cours a réduit considérablement les recettes du pays, remettant en question le maintien de la croissance forte et ininterrompue depuis plus de vingt-cinq ans. L'année 2016 devait être ►►



**SYDNEY**  
Malgré une croissance ralentie en 2016, l'Australie conserve dans une situation très favorable, avec un niveau de vie élevé et chômage faible.

© ISTOCKPHOTO

►► aussi l'année de la réforme d'un système fiscal ancien et inefficace. La taxation indirecte repose ainsi sur une TVA lancée en 2000 avec un taux faible et unique de 10 %, avec une assiette réduite à 47 % de la consommation. Plus généralement, la taxation, à un faible niveau en comparaison avec le reste de l'OCDE, ne semble pas permettre à l'Australie de faire face à long terme à ses dépenses publiques, qui continuent leur hausse tendancielle. Enfin, l'année 2016 aurait pu être celle d'un nouvel élan politique réformateur grâce à la popularité de la coalition libérale-nationale.

Le nouveau Premier ministre nommé en septembre 2015, Malcolm Turnbull, homme d'affaires à succès, avait fait une entrée récente en politique et jouissait d'un des taux de popularité les plus élevés dans l'histoire politique australienne. La réalité fut toute autre et ces espoirs ont été déçus.

## Des espoirs déçus

À la différence de son autoritaire prédécesseur, Malcolm Turnbull a choisi de réformer dans un esprit de consensus, avec la mise sur la place publique de réflexions sur plusieurs réformes majeures, dont celles de la TVA et du *negative gearing* (déductions fiscales sur l'investissement des particuliers dans l'immobilier). Mais le report puis l'abandon de ces initiatives ont donné une impression d'attentisme et d'hésitation, entraînant un effritement de la popularité du Premier ministre et une baisse progressive de ses ambitions réformatrices. La campagne électorale de juin 2016 a été dominée par de fortes attaques de l'opposition contre les intentions de réforme du gouvernement, y compris de fausses rumeurs comme la possible privatisation de l'assurance-maladie.

Les élections de juillet ont donc été délicates pour le gouverne-

**La configuration politique actuelle est défavorable à toute réforme d'ampleur**

ment, sa majorité à la chambre des Représentants étant réduite à un seul siège. Quant au Sénat, élu à la proportionnelle, il est à nouveau dépourvu de majorité et le gouvernement doit composer avec plusieurs petits partis et des indépendants, souvent populistes et élus sur des messages anti-business et anti-libre échange. Cette configuration est bien entendu défavorable à toute réforme d'ampleur.

L'incertitude politique n'a pas aidé au soutien à la croissance. Au contraire, l'économie a connu un ralentissement, illustré par une contraction du PIB de 0,5 % au troisième trimestre. Cette baisse – la première depuis les inondations massives du Queensland en 2011 qui bloquèrent les exportations – réduit l'acquis de croissance à 2,1 % pour les trois premiers trimestres. Ce ralentissement semble cependant conjoncturel, avec notamment l'impact d'intempéries sur le secteur de la construction et la baisse de la demande publique après les fortes dépenses préalables aux élections. Par ailleurs, l'apparition surprise d'un excédent mensuel de la balance commerciale en novembre dernier – ce qui ne s'était pas produit depuis mars 2014 – entraîne désormais un consensus parmi les économistes qui estiment que la croissance finale en 2016 devrait se situer entre 2,2 et 2,4 %.

Plusieurs points positifs pour l'avenir doivent par ailleurs être notés. Le gouvernement a réussi à faire preuve de compromis et a pu faire adopter trente-huit textes de loi, notamment un accord avec l'opposition pour une réduction limitée des dépenses publiques. Une législa-

tion réduisant le pouvoir des syndicats a également été votée, même si le système du double paiement des heures travaillées le week-end fait l'objet d'une forte résistance des employeurs. Cependant incontestablement, 2017 s'annonce comme une année difficile. Les comptes publics ont peu de chances de s'améliorer de façon significative. Même si la situation demeure raisonnable – voire enviable pour la plupart des pays de l'OCDE – la dette publique continue de se dégrader avec une consolidation plus lente que prévue. Son coût atteint maintenant un milliard de dollars australiens par mois. Elle devrait monter à 41,9 % du Pib en 2018.

### Retrouver plus de compétitivité

L'objectif d'un retour à l'équilibre du budget de l'État pour l'année fiscale 2020-2021 demeure hypothétique. La perte éventuelle de la notation du AAA de la dette publique australienne apparaît comme une sérieuse menace à court terme. Cette décision des agences de notation pourrait intervenir dans le courant de l'année suite à la présentation du budget fédéral en mai prochain et ne serait pas sans conséquence pour le pays et ses quatre principales banques qui demeurent des importateurs de capital.

Le coût élevé de la vie et des salaires constitue un handicap de compétitivité dans la concurrence technologique sur le plan international. Même avec une situation de plein emploi, le lent développement de l'« uberisation » de l'économie australienne entraîne une augmentation du travail à ►►

## LE CONTRAT DU SIÈCLE



**ADELAIDE**  
La signature de l'accord entre Jean-Yves Le Drian et Malcolm Turnbull.

© BRENTON EDWARDS/AFP

### DCNS remporte l'appel d'offres de 50 milliards de dollars australiens pour la construction des douze sous-marins australiens

Paris, 25 avril 2016, 19 heures – François Hollande reçoit un appel du Premier ministre australien Malcolm Turnbull : « *Le gouvernement australien a retenu l'offre de DCNS pour la construction de douze sous-marins hauturiers.* »

Le groupe français DCNS vient donc de remporter face à ses concurrents allemand et japonais un méga contrat estimé à 50 milliards de dollars australiens (34 milliards d'euros) en vue de la construction de la prochaine génération de sous-marins australiens.

Ce contrat est la plus importante commande militaire jamais passée par l'Australie. Le spécialiste français du naval de défense détenu par l'État et Thales était en concurrence avec l'allemand ThyssenKrupp Marine Systems (TKMS) et un consortium emmené par Mitsubishi Heavy Industries et soutenu par le gouvernement japonais. DCNS proposait une version à propulsion classique de son Barracuda, quand ThyssenKrupp défendait le Type 216 et le Japon le Soryu.

Ce contrat marque une avancée décisive dans le partenariat stratégique entre l'Australie et la France, qui vont coopérer durant cinquante années sur l'élément majeur de souveraineté que représente la capacité sous-marine. L'entrée en service des nouveaux sous-marins est prévue en 2027. Le contrat prévoit une enveloppe globale comprenant notamment les infrastructures, la maintenance et la formation des équipages. ■

*François Romanet, CCE, président de la French Australian Chamber of Commerce*

» mi-temps au détriment de la capacité productive du pays. De plus, la crainte que l'économie numérique détruise plus d'emplois qu'elle n'en crée nourrit la montée du populisme.

L'administration Turnbull demeure timide dans la formulation de mesures en faveur de la croissance, d'autant qu'elle ne dispose plus du capital politique d'il y a un an et doit désormais gérer un marchandage permanent au Sénat avec les petits partis et les indépendants. Il sera donc difficile pour le gouvernement de faire passer un agenda de réformes économiques crédibles. Rien de majeur ne devrait se passer avant le budget du mois de mai, malgré un nouveau remaniement, avec notamment un troisième ministre de l'Industrie en un an. Entamé à la fin de l'année dernière, le rétablissement partiel imprévu du cours des matières premières devrait apporter une bouffée d'air à l'économie et aux finances publiques australiennes en 2017. Certes, il ne faut pas envisager d'atteindre les prix fort élevés du boom de 2011, cependant l'augmentation de la production et la faiblesse du dollar australien contribueront à l'augmentation des exportations au-delà des prévisions.

De plus, les énergies propres devraient commencer à prendre le relais du charbon et du fer cette année. Suite à d'énormes investissements dans les dernières années, l'Australie se prépare à devenir l'un des principaux producteurs et le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié. Les exportations de GNL devraient passer de 16,5 milliards AUD en 2016 à 37 milliards en 2017.

### Des liens renforcés avec l'Asie

En matière de politique commerciale, une certaine incertitude existe en ce qui concerne le rapport avec la nouvelle administration américaine, pour une Australie traditionnellement libre-échangiste. Le soutien à l'accord de partenariat transpacifique (TPP) était un engagement essentiel de Malcolm Turnbull, bien avant sa dénonciation par le président américain lors de sa campagne électorale. Désormais, l'Australie indique souhaiter développer plus encore ses accords de libre-échange avec l'Asie et notamment avec son principal client, la Chine, au-delà de l'accord bilatéral de 2015. Cependant une telle évolution risquerait d'accroître la vulnérabilité de l'Australie aux évolutions économiques chinoises, et pourrait entraîner des complications diplomatiques avec les États-Unis, allié stratégique et militaire prioritaire. Le gouvernement reste donc prudent sur ce sujet, de même qu'il reste vigilant sur les investissements chinois dans les secteurs sensibles.

Dans ce contexte, les économistes continuent à recommander une transition économique permettant de réduire la dépendance aux matières premières ou à des facteurs volatils comme les prix de l'immobilier. Un renforcement du tissu économique permettrait aussi de rendre les finances publiques moins vulnérables, ce qui serait également facilité par une réelle réforme fiscale.

Cependant, dans sa courte histoire, l'Australie a toujours su faire face de manière flexible aux situations de ralentisse-

### L'Australie souhaite développer plus encore ses accords de libre-échange avec l'Asie

ment ou de transition économique, comme le basculement des bases de l'économie tournée vers l'Europe au profit de l'Asie dans les années 1990, ou encore, la récession évitée lors de la crise financière mondiale. Enfin, il convient de ne pas sous-estimer le dynamisme de son Premier ministre qui avoue : « *je suis un pragmatique, pas un idéologue* ».

Surtout, en comparaison internationale, l'Australie reste dans une situation très favorable : revenus et niveau de vie élevés, chômage faible et croissance largement supérieure aux rythmes européens. Beaucoup de pays développés rêveraient de rejoindre la situation australienne actuelle. ■

### L'AUSTRALIE en chiffres<sup>1</sup>



#### Pib (en milliards) :

AUD 1 660, soit EUR 1 136



**Croissance du Pib :** 2,3 %<sup>2</sup>



**Déficit budgétaire :** -2,3 % Pib



#### Montant dette brute (en milliards) :

AUD 612,7<sup>3</sup>, soit EUR 419,5

**Dette brute/Pib :** 37,6 %

**Taux de base interbancaire :** 1,5 %



**Taux d'inflation :** 1,3 %



**Taux de chômage :** 5,7 %

(décembre 2016)



#### Salaire mensuel moyen :

4 499<sup>4</sup> euros



#### Prix moyen d'une maison à Sydney :

753 280 euros

#### Prix moyen d'une maison à Melbourne :

493 056 euros

1. Note : Performances sur l'année budgétaire 2015-2016

Sources : Australian Mid-Year Economic and Fiscal Outlook 2016-17, December 2016. Taux de change : AS\$ 1 = €0,6848

2. Estimations fin janvier 2017

3. Source : FMI World Economic Outlook octobre 2016

4. Soit AUD 1 516 par semaine mensualisée



## NOUVELLE-ZÉLANDE

# Le miracle économique



© ISTOCKPHOTO

**LE TOURISME**  
Ressource clé  
du pays.

## La Nouvelle-Zélande connaît une croissance continue, un succès dû en grande partie aux réformes de l'ancien premier ministre John Key.

Par Didier Guérin, CCE, Media Convergence Asia-Pacifique et Christophe Bories

Il y a une vingtaine d'années, les Néozélandais faisaient l'objet de caricatures des Australiens moquant souvent le pays voisin, plus petit, plus rural et plus pauvre.

Aujourd'hui, cette nation de 4,7 millions d'habitants peut partiellement en remonter à son voisin de l'Ouest. En effet, bien que toujours beaucoup moins riche que l'Australie (Pib/habitant inférieur d'un tiers), la Nouvelle-Zélande a réussi à rebondir après la baisse des cours laitiers, atteignant aujourd'hui un taux de croissance de 3,5 %, avec un taux de chômage de

4,9 %<sup>1</sup>, malgré une croissance démographique forte. La situation actuelle a permis d'obtenir un budget en surplus et de faire baisser la dette publique, aujourd'hui proche de 30 % du Pib.

Ce succès revient en grande partie au Premier ministre, John Key, arrivé au pouvoir en 2008. Après avoir expliqué clairement son programme pendant un an avant sa prise de fonctions, il a notamment réduit l'impôt sur le revenu (tranche maximum de 33 %) et fait passer la TVA à un taux unique et général de 12,5 % à 15 %. Après une pé-

riode de hausse des dépenses et d'augmentation rapide de la dette pour faire face à la crise il a réduit progressivement les dépenses de l'État pour les ramener en 2016 à leur niveau d'avant crise. Son gouvernement a privatisé un ensemble de sociétés publiques et a réformé la sécurité sociale en augmentant certaines prestations.

### Des réformes clés

Pour compenser la faible productivité traditionnelle du pays (notamment due à son isolement géographique), il a de plus convaincu ses compatriotes de s'engager davantage dans la vie active. La Nouvelle-Zélande a ainsi atteint un taux de participation de la population active d'environ 70 %, soit l'un des plus élevés parmi les économies avancées. Le montant des salaires s'est par ailleurs accru de 9 % en termes réels depuis dix ans. Le pays reste avant tout un exportateur agricole, les produits laitiers et la viande représentent toujours plus du tiers de ses exportations totales de biens et services. L'autre ressource majeure du pays, également en fort développement, est le secteur touristique. John Key a souhaité décider lui-même de sa date de départ, annonçant à la surprise générale sa démission en décembre 2016. Son successeur et ancien ministre des Finances, Bill English, part largement favori des prochaines élections qui auront lieu en novembre 2017. ■

1. En septembre 2016.